

LES BANQUES NOUS ONT CONDUITS DANS LE MUR

CRISE FINANCIERE

IL EST TEMPS D'IMPOSER UNE AUTRE LOGIQUE

La spéculation affole le monde par sa rapacité. Les banques dictent maintenant directement leurs ordres aux États pour étouffer nos pays dans l'étau de la vie chère et du crédit. Les dirigeants des États et les politiques libéraux, de droite comme de gauche, refusent de s'attaquer aux origines de la crise: la spéculation financière et se soumettent aux diktat des marchés financiers et de leurs agences de notations.

Pourtant, rappelle Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, « De la Grèce à l'Égypte en passant par l'Espagne et Israël, le monde entier rejette l'austérité. Une vraie politique de gauche se doit d'inverser cette logique et proposer une relance sociale ». Les solutions existent pour sortir de la crise à condition d'avoir le courage de dire et de faire en sorte de dessaisir marchés financiers de leur pouvoir.



La dette : une affaire qui rapporte

Nous ne sommes pas face à une crise de la dette publique dont l'origine serait le trop plein de dépenses publiques. La crise est celle de la spéculation financière.

Deux exemples :

✗ Avant 1974, les États européens pouvaient emprunter directement aux Banques centrales nationales à 0%. C'est maintenant interdit, ils sont contraints d'emprunter sur les marchés financiers aux banques privées. Depuis 1974, la France a payé en intérêts 1200 milliards d'euros, à comparer avec les 1641 milliards de dette publique actuelle!

✗ Les banques privées obtiennent de l'argent auprès de la Banque centrale européenne (BCE) à un taux d'1,5% pour prêter aux États entre 3 et 15% à la Grèce pour ce qu'ils appellent un sauvetage !

La finance dicte sa loi

Nos gouvernants, issus d'élections, reçoivent maintenant des injonctions du secteur privé leur disant ce qu'ils doivent faire. Et plutôt que d'écouter leurs peuples, ils s'y plient quand ils ne les devancent pas.

Deux exemples :

✗ Après le plan du FMI pour la Grèce, c'est la Banque Centrale européenne, indépendante des pouvoirs politiques comme l'a confirmé le Traité de Lisbonne, qui envoie une lettre au gouvernement italien. Elle l'incite à agir par décret pour : « *libéraliser l'économie italienne, privatiser les entreprises locales qui gèrent les déchets, les transports, l'énergie, assouplir le droit de licenciement, réduire le niveau de rémunération, réduire le niveau de protection sociale... pour doper la productivité.* »

✗ L'agence de notation *Standard et Poor's*, qui a dégradé la note des Etats-Unis, décerne un brevet de bon élève à Sarkozy pour sa réforme des retraites « *une mesure intelligente* » et pour « *ses choix de rigueur budgétaire bien conçus* » et l'encourage à poursuivre dans cette voie pour conserver son AAA. Aux ordres, Nicolas Sarkozy demande aux parlementaires français d'inclure la règle d'or dans la constitution, c'est à dire graver dans le marbre constitutionnel les politiques d'hyper-austérité.

Privations et privatisations, ce sont les peuples qui paient la crise

Alors que ce sont les marchés financiers qui conduisent le monde au bord du gouffre, tout est fait pour maintenir leurs profits et nous faire payer l'addition à grand coups de privatisations et de réduction des dépenses sociales.

Deux exemples :

✗ Le FMI a imposé à la Grèce 50 milliards d'euros de privatisations. Le secteur privé, avec l'argent que continue de lui verser la Grèce pour sa dette, pourra lui acheter à des prix intéressants des ports, des aéroports, des universités, l'énergie... Et ce seront encore les Grecs qui paieront plus pour se déplacer, étudier, se chauffer ou s'éclairer

✗ En France, le nombre de personnes privées d'emploi continue d'augmenter de façon dramatique. A cette annonce, Christine Lagarde, nouvelle directrice du FMI et ancienne ministre de l'Economie et des Finances de Sarkozy, préconise de « renforcer la rigueur notamment salariale » et de poursuivre la politique d'exonération et de cadeaux aux entreprises qui pourtant délocalisent et licencient.

Quand on est de gauche, on ne transige pas !

Dans sa lettre aux parlementaires, le président de la République plaide en matière de politique européenne pour une alliance "au-delà des intérêts partisans", à une "union sacrée pour la maîtrise des déficits publics".

Ces appels vibrants à l'union nationale relayés par des dirigeants du Parti socialiste permettraient, s'ils étaient entendus, d'obtenir la majorité nécessaire à l'adoption par les parlementaires de la "règle d'or". Pour le Parti communiste français, les choses sont claires : il est hors de question de prêter la main à l'adoption de ce projet injuste, inefficace, contraire à l'intérêt général et à la souveraineté de notre pays. Nos parlementaires ne voteront pas ce projet que nous combattons avec détermination, avec toutes les forces du Front de gauche et leur candidat commun à l'élection présidentielle, Jean-Luc Mélenchon.

Changer de logique et imposer d'autres choix, c'est possible !

La France ne doit pas seulement se battre pour une solution juste et solidaire au défi de la dette en Europe mais elle doit agir pour émanciper l'Union européenne de la dépendance des marchés financiers en retrouvant à tous les niveaux, national et européen, la maîtrise publique de la finance et du crédit, en taxant les banques et les profits financiers, en changeant le rôle et les missions de la BCE, en relevant les salaires et en développant les services publics. La France pourrait agir pour remplacer le Fonds européen de stabilité financière, qui soutient les marchés, par un Fonds européen de soutien au développement social et solidaire des pays européens.

Et précisément, le Parti communiste français propose :

✓ Un pôle public bancaire délivrant un crédit sélectif favorable aux investissements porteurs d'emploi, de salaires, de formations et de recherche

✓ Des droits nouveaux pour les salariés à l'entreprise à l'inverse des droits de décision que se sont octroyés les marchés.

→ C'est cela dont le PCF et le Front de Gauche sont porteurs !

Les peuples ou les marchés financiers ? Les gouvernements doivent choisir !



**Manifestation le mardi
11/10 à 10h30, Place
Ste-Ursule, Bayonne.**